

Le bonneteau du revenu universel

Christian Sautter et Catherine Cadou

Je me souviens qu'en 2002, l'inauguration d'un bel hôtel industriel dans une ancienne usine d'EDF, rue Losserand dans le 14^e arrondissement de Paris, avait été perturbée par un groupe de jeunes qui revendiquaient le droit au non-travail. Fraîchement élu au Conseil de Paris et en charge du développement économique et de l'emploi, j'avais accepté de les recevoir plus tard pour qu'ils se calment. Cet hôtel industriel de la Ville de Paris accueillait déjà Aldébaran, une entreprise fabriquant des robots sympas qui a été ensuite achetée par le talentueux Masayoshi SON : le robot Nao nous est revenu du Japon sous le nom de Pepper.

Quelques jours plus tard, ces jeunes m'avaient expliqué que le pays était suffisamment riche pour qu'il puisse verser un revenu convenable à tous ses citoyens, que ceux-ci travaillent ou pas. Ils anticipaient le débat qui s'avive aujourd'hui sur « le revenu universel », dans lequel interviennent la gauche (Benoît Hamon), la droite (Kosciusko-Morizet) et le Premier ministre, Manuel Valls.

Notons d'abord que ce revenu dit universel ne serait réservé qu'aux résidents permanents en France. Aujourd'hui, l'universel s'arrête à Vintimille et, si l'on en croit les élus conservateurs de la région Provence Alpes Côte d'Azur, à la Canebière de Marseille. L'idée de distribuer aux milliards d'habitants de la planète de quoi couvrir leurs besoins fondamentaux ne serait pourtant pas une utopie stupide, à défaut d'être pratique !

Restons en France et voyons les arguments pour et contre la distribution automatique d'une même somme à toute personne, homme, femme ou enfant, vivant sur le territoire. Les questions sont à la fois techniques (combien ? qui paie ?) et philosophiques (quelle société ?). Commençons par les gros sous, en prévenant l'ami lecteur, que, pour nous, l'éthique prime le fric.

« Alternatives Économiques » apporte des pièces intéressantes au dossier, dans ses numéros de septembre et d'octobre. Côté chiffres, les ordres de grandeur sont intimidants : verser 500 euros par mois, soit approximativement le Revenu Social d'Activité (RSA) pour une personne seule sans enfant (535 €), coûterait 400 milliards d'euros par an, soit 18% de la production annuelle (PIB). Si l'on est plus ambitieux et l'on veut attribuer le salaire minimum (SMIC) à chacun, actif ou inactif, il faudrait mettre le double au pot (36% du revenu annuel de la France).

Où trouver l'argent pour une telle révolution dans la distribution du revenu national ? L'imagination revient au pouvoir et reflète les préjugés, ou les idéologies sous-jacentes, des promoteurs ambigus de cette proposition.

À droite, se dresse comme à Halloween, le spectre de Milton Friedman. Le grand économiste libéral de Chicago avait une solution toute simple : supprimer l'État ! Plus besoin d'une lourde administration de la Sécu qui se pencherait au cas par cas sur la situation des familles, des pauvres et des sans-grades. Pour tous, un revenu de survie, les plus talentueux ou les plus riches trouvant dans le secteur privé les revenus ou les assurances complémentaires qu'ils jugeraient opportuns. Cela fleure bon le XIXème siècle, la différence étant que le capitalisme n'a plus besoin que les « prolétaires » travaillent puisque il peut trouver dans d'autres pays la main-d'œuvre nécessaire. Et même un vrai retour à la case « Rome antique », où les patriciens distribuaient « la sportule » aux nécessiteux, à partir des revenus de l'Empire colonial.

Les candidats conservateurs n'auraient pas l'audace de supprimer tous les fonctionnaires (ils garderaient quand même les policiers, les militaires et les magistrats ?) mais ils dissimulent derrière l'idée séduisante du revenu universel leur volonté de supprimer les impôts progressifs sur le revenu et sur le patrimoine qui, c'est fatal, pèsent davantage sur les riches que sur les pauvres (qui paient quand même leur quote-part via la TVA ou la Contribution Sociale Généralisée).

Pour la droite, le revenu universel est donc un leurre. Pour la gauche, il a la séduction d'une utopie, d'une vision de l'avenir où chacun pourrait satisfaire ses besoins alors que le travail disponible deviendrait de plus en plus limité. Un oiseau de printemps dans un ciel d'automne avec ses nuages sombres : l'invasion des robots intelligents, la mondialisation des chaînes de production, la pression climatique pour que la croissance freine ou s'arrête dans les pays les plus développés. Cette gauche apocalyptique retrouve son optimisme pour trouver les financements nécessaires : il suffit de traquer l'évasion et la fraude fiscales (dont les montants sont effectivement impressionnants) et d'appliquer à l'échelle de la planète la « Taxe sur les opérations financières », dite taxe Tobin, pour trouver les centaines de milliards nécessaires. Revenu vraiment universel et gouvernement mondial régulant les firmes multinationales seraient les deux faces d'une société sans classes où l'humanité pourrait vivre heureuse, comme dans le Tahiti de Gauguin qu'expose la Fondation Louis Vuitton.

Insensiblement, nous avons glissé de la finance vers les valeurs morales. En fait, le « revenu universel » pose la question de la « valeur travail ». Le travail n'est-il qu'une contrainte pénible pour gagner de quoi vivre, ou peut-il être aussi un épanouissement personnel et social, comme salarié, indépendant ou bénévole ? Y a-t-il suffisamment de travail pour employer pleinement tout le monde ? Doit-on avoir le même revenu, que l'on travaille ou pas ? Prôner le revenu universel affaiblit la « valeur travail » : on travaille si on peut ou si on veut, mais si l'on n'y arrive pas, cela n'a pas d'importance, le revenu universel pourvoira à l'essentiel.

Souvenons-nous de la création en 1988 du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) qui deviendra par la suite le RSA cité précédemment. Michel Rocard,

Premier ministre de l'époque, voulait donner une deuxième chance de travailler aux chômeurs de longue durée qui se multipliaient depuis la crise de 1974. France Active, fondée par Claude Alphandéry qui m'a passé la main en 2000, a été créée dans ce but : accompagner et financer des chômeurs créateurs d'entreprise et muscler des entreprises d'insertion pour que les sans-emploi retrouvent réflexes de travail et estime de soi.

Le « revenu universel », c'est le RMI amputé de son « I ». C'est une régression de la solidarité vers la charité. J'ai participé jeudi à un congrès européen de la « Venture Philanthropy ». Je respecte les hommes et les femmes qui, fortune faite, se tournent vers leurs semblables dans le besoin, mais ne souhaite pas que l'on revienne à l'univers de la Comtesse de Ségur, où les jeunes filles de bonne famille faisaient la tournée de « leurs pauvres ».

La vraie question est celle de savoir si le travail va manquer, avec l'essoufflement de la croissance, l'exploitation des peuples lointains, l'explosion du numérique. Je pense ou plutôt je crois que non. Cette peur millénariste n'est pas universelle mais est particulièrement angoissante dans notre pays dont les dirigeants présents et à venir ne savent pas très bien où aller, dont les élites s'obstinent à perpétuer des recettes périmées, dont les citoyens se replient sur leur nid qu'ils croient menacé.

De l'emploi, il y en a en tant jachère dans l'économie de proximité et ses services de qualité de vie (les Régions peuvent la stimuler). Il y en a dans la transition énergétique (mais nos élites méprisent le bâtiment) et même dans le démantèlement des centrales nucléaires ! Il y en a dans l'agriculture vivrière raisonnée (mais la FNSEA défend l'agro business). Il y en a dans les laboratoires et les usines du futur (mais nos dirigeants sont obsédés par les Google et autres merveilles californiennes qui empochent beaucoup et créent si peu d'emplois).

Répetons qu'une nouvelle génération émerge, qui veut créer, travailler (oui travailler !), dans des activités qui aient du sens. Ces jeunes, des quartiers sensibles ou des beaux quartiers, ces mères de famille, ces seniors, tous ces « entrepreneurs engagés », ne les trahissons pas. Aidons-les à s'épanouir dans leur travail ! Fernand Léger plutôt que Gauguin !

Le travail de demain ne sera plus celui d'hier, celui du contrat à vie, du salaire à l'ancienneté dans la même entreprise publique ou privée ou dans la même administration. Il y aura du « temps plein » et même débordant pour les entrepreneurs, les chercheurs, les managers. Mais aussi du « temps partiel choisi », avec ses garanties de la Sécu inscrites sur un « Compte personnel d'activité ». Bâtissons une autre société et une autre économie où un travail sera à la portée de tous. Et ne soyons pas fascinés par la diversion du « revenu universel », qui ressemble à un jeu de bonneteau.

Diversité de la vie active dans l'unité de la « valeur travail ».

4 novembre 2016